



Communiqué du SNTRS-CGT Alpes

Avec les gilets jaunes, on est dans la lutte des classes sociales.

✓ La position de la CGT :

Certaines revendications des « gilets jaunes » sont communes avec les valeurs défendues par la CGT depuis des décennies. C'est pourquoi nous décidons de soutenir ces revendications tout en laissant les citoyens libres de s'organiser de manière autonome. En effet, nous pensons que ce mouvement est demandeur de justice sociale, malgré les tentatives de récupération de l'extrême droite. **En conséquence, nous appelons à vous joindre à toute manifestation populaire pacifiste, dont les valeurs sont en accord avec celles de la CGT, et en particulier à la grève générale du 5 février organisée dans le cadre d'une semaine d'action.**

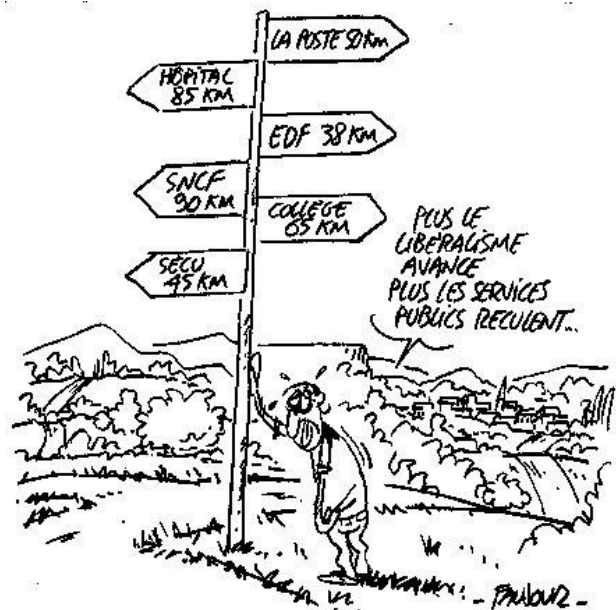
✓ Les gilets jaunes :

Depuis le 17 novembre, nombre de citoyens se mobilisent spontanément autour de causes communes, notamment en faveur d'un système plus juste, leur situation ou celle de leurs amis/voisins devenant insoutenable (« on ne vit plus, on survit ! »). Ils exigent une réponse immédiate à l'urgence sociale : pouvoir se nourrir décemment, se loger, se chauffer, travailler dignement et pouvoir se rendre au travail. Dans un deuxième temps, ils revendiquent une mise en œuvre d'une justice fiscale, sociale, ainsi que de vraies solutions pour l'écologie en revoyant les modes de transport. Ils exigent aussi être représentés par des personnes conscientes de la réalité de vie du peuple, qui justifient les budgets et les taxes.

✓ Des paroles et des actes :

Le dialogue est une nécessité. Mais que conclure après 9 semaines de mobilisations, et quand par 3 fois, un gouvernement s'exprime pour dire « je vous comprends ! » mais ne fait rien ? Que dire d'un gouvernement qui justifie sa politique discriminatoire par une crise qui dure depuis 1970, qui a laissé s'installer et a encouragé le capitalisme sauvage, l'ultralibéralisme qui favorise les gros trusts, qui a détricoté la France de sa politique sociale construite après 1945, au prix de luttes populaires, et qui a pillé le pays de ses institutions publiques après les avoir remises à flot par l'argent public (télécom, edf, la poste, autoroute) ?

Aujourd'hui se trouvent dans leur viseur les hôpitaux, la sécurité sociale, la SNCF, les barrages hydrauliques, les universités et la recherche.



Le gouvernement veut cultiver le culte de l'effort, du mérite et de l'individualisme. Permettre aux citoyens de s'épanouir professionnellement grâce à des conditions de travail de qualité, un emploi correspondant aux valeurs républicaines, avec un salaire permettant de vivre dignement, n'est pas à leur ordre du jour.

✓ **Quelques chiffres :**

- 84000, c'est le nombre de personnes mobilisées ce samedi (chiffre du ministère).
- 70% c'est le taux de soutien moyen des français pour le mouvement des gilets jaunes.
- 80 milliards c'est le montant de l'évasion fiscale annuelle estimé.
- 3,3 milliards c'est le budget 2017 du CNRS, alors que le Crédit Impôt Recherche en coûte 5,7.
- 8,9 millions de personnes en France vive sous le seuil de pauvreté tel que défini par l'Insee.

✓ **Des revendications communes :**

- Une justice fiscale et sociale (financement par les richesses créées d'une sécurité sociale pour tous sans reste à charge, droit au chômage, retraite).
- Des services publics de qualité pour tous (santé, éducation, transports publics) et l'arrêt des privatisations.
- Une véritable démocratie sociale dans les entreprises et les institutions.
- Un emploi pour tous.
- Une politique cohérente avec la préservation de l'environnement

La CGT y ajoute, entre autres :

- Un temps de travail de 32h et le dégel du point d'indice.
- Baisse de la TVA (impôt inégalitaire) de 20 à 15 %
- Supprimer les taxes sur les produits de première nécessité.

**Pour la CGT, il y a plus que jamais urgence sociale !
Tous ensemble, dans la rue pour se faire entendre.**

